Sauvegarder le caractère républicain de l'État

Cette sentence d'un grand philosophe français s'applique à cette horde de courtisans qui ne cesse de rôder autour de notre actuel Président pour tenter de lui arracher un «OUI A UN QUATRIÈME MANDAT», dont il ne veut peut-être pas.

Atteints de schizophrénie, ils font subir au chef de l'Etat, en solo ou en meute, un harcèlement insistant sans se soucier des néfastes conséquences que cela peut avoir sur la santé, physique et morale de l'intéressé mais aussi sur l'avenir, la stabilité et la sécurité du pays.

Mus par des appétits de pouvoir et d'enrichissement, ils donnent l'impression d'être capables, si rien ne les arrête, d'aller jusqu'au parricide de leur mentor, affaibli par l'âge, la lassitude et la maladie et lequel n'aspire peut-être qu'à terminer ses vieux jours dans la sérénité et le sentiment d'avoir accompli, bien ou mal, de nobles missions pour le pays.

Mais qu'est-ce qui pousse ces gens dénués de toute morale et de vertus patriotiques à agir de la sorte ? La réponse à cette question est toute simple. Ce n'est ni la stabilité du pays invoquée en toutes occasions encore moins le bonheur des Algériens mais, tout crûment dit, la sauvegarde d'énormes privilèges indûment acquis et l'impunité dont ils jouissent, ce pour continuer à se remplir les poches et à exercer leur injuste diktat sur le peuple.

Et tout cela nous autorise à proclamer «L'ALGERIE EN DANGER» et partant motive de très larges couches de la population à vouloir saisir l'occasion de la prochaine élection présidentielle pour opérer — pacifiquement — une rupture avec les politiques suivies jusqu'à ce jour par les actuels gouvernants politiques, caractérisées par l'autoritarisme et la gabegie.

On constate également et aisément que ces politiques qui ont mis le peuple entre parenthèse, n'ont abouti qu'à consacrer le règne de la corruption, du régionalisme, du népotisme, de la médiocrité, de l'obscurantisme, sans oublier l'altération du grand prestige acquis par l'Algérie après une guerre de Libération qui a coûté si chère à notre pays. Gloire à nos chouhada. Posons-nous aussi la question de savoir s'il est acceptable qu'une grande partie du peuple algérien vive encore dans une extrême pauvreté alors que notre pays n'a jamais été aussi riche. Est-il encore acceptable qu'un saltimbanque en service commandé, en vienne à tenter d'ébranler notre Armée nationale, cette noble institution, garante en premier chef de notre sécurité, de notre souveraineté et vis-à-vis de laquelle nous sommes redevables de ne pas avoir connu le sort de l'Afghanistan ou de la Somalie ? Est-il acceptable de constater sans réagir, le viol répété de la Constitution pour aboutir, entre autres, à la négation du principe cardinal de l'alternance, et partant de freiner notre élan vers la démocratie, marche également ralentie par le verrouillage total du champ politique et médiatique et par les atteintes aux libertés individuelles et collectives, pourtant consacrées par la loi fondamentale ? Est-ce juste de maintenir la femme, nos mères, nos sœurs dans un statut d'infra-humains à elles imposé par un législateur rétrograde faisant une lecture salafiste du Saint Coran ? Est-il acceptable que des centaines de milliards de dollars aillent alimenter des institutions financières de pays étrangers, souvent dominés par les lobbys sionistes, je ne dis pas juifs, et contribuer ainsi au renforcement du dispositif répressif contre la Palestine ? Ces milliards de dollars, n'auraient-ils pas été plus judicieux, plus rentables pour le pays de les affecter au développement national pour combler l'énorme déficit que nous enregistrons dans le domaine des infrastructures de base notamment (routes, barrages, hôpitaux, écoles, logements, établissements culturels, etc.) ? N'aurait-il pas été plus rationnel de les affecter à l'investissement industriel, agricole, et touristique, et d'assurer, ce faisant, le plein emploi de nos concitoyens ? Est-il acceptable de déblayer, par idéologie, ou intérêt bassement matériel, le terrain à la secte wahhabite et de permettre à un chantre d'un Islam obscurantiste de répandre la doctrine de ses maîtres, d'insulter Mohamed Arkoun sur le sol de sa patrie, au risque de dénaturer l'Islam de nos ancêtres, reposant majoritairement sur le rite malékite ?

Et puis jusqu'à quand renoncerions-nous à proclamer unanimement et avec Fierté notre «Algérianité» et à faire de notre pays la grande nation rêvée par ses citoyens ? Un grand pas sera fait lorsque l'on finira de s'appeler Kabyle, Chaoui, Arabe, Wahrani, Tlemçani, etc., pour ne s'identifier que comme Algériens.

Un grand pas sera fait également lorsque l'on mettra fin au travail de sape auquel s'attellent des courants internationalistes pour que l'Algérie ne soit considérée que comme une province de grandes entités mythiques, arabe ou islamique.

Algérianité, oui l'algérianité doit être le cri de ralliement de tous Algériens dignes de ce nom. En érigeant cet identifiant comme socle de toutes nos politiques, nous torderons le cou au régionalisme si malfaisant et nous garantirons l'édification d'une Algérie libre et à jamais indivisible. Nous nous mettrons également en capacité de résister et de vaincre les ennemis extérieurs qui entretiennent le vain et fol dessein de déstabiliser et d'affaiblir notre pays pour assouvir leur désir d'expansion et nous asservir.

L'algérianité doit donc être érigée en dogme devant prévaloir dans la pensée politique de tous ceux qui ont à cœur la sauvegarde de l'unité nationale et le renforcement de nos capacités de résistance aux néfastes influences de l'extérieur, qu'elles émanent de l'Occident ou de l'Orient.

Et puis l'algérianité n'est-elle pas la voie idéale pour nous réapproprier les valeurs et les symboles sacrés qui fondent notre identité, à savoir l'amazighité, l'arabité, l'islamité, l'africanité et pourquoi pas notre appartenance à la civilisation méditerranéenne ? Tout cela sans tomber dans le piège de l'autarcie et sans renier nos traditions de solidarité à l'égard de causes justes comme la Palestine et le Sahara occidental.

Voici tracé, sans épuiser le sujet, l'état des lieux inquiétant dans lequel se trouve notre pays à l'orée d'une élection qualifiée de décisive par la majorité de notre peuple lequel aspire à un changement radical de politiques et modes de gouvernance qui ont prévalu depuis quelques années.

Ce changement qui pourrait s'apparenter à une rupture présuppose l'édification d'un Etat prospère, juste et vertueux dirigé par des hommes choisis démocratiquement sur la base du mérite, du patriotisme et non plus sur la base de la famille, de la région ou du clan.

De tous ces points de vue, nous ne pouvons que nous féliciter de l'engagement de Si Ali Benflis à solliciter le suffrage du peuple algérien pour assurer son succès à l'élection présidentielle du 17 avril prochain.

Moi, personnellement, j'appelle ce succès de tous mes vœux ayant eu le privilège de prendre connaissance de son programme et d'avoir participé à des débats, avec lui, sur les grands problèmes de la nation.

Ayant bonne connaissance de son expérience dans la gestion des affaires de l'Etat et de son rayonnement à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, je ne peux qu'adhérer à sa vision politique fondée sur la prospective, la démarche de planification et le souci d'associer, démocratiquement, le peuple à la recherche et à la mise en œuvre de solutions adaptées aux exigences du développement durable et harmonieux du pays.

Je retiens également de Si Ali Benflis son attachement à l'idéal démocratique, aux droits de l'Homme, à l'égalité entre l'homme et la femme, à une éducation performante et le grand intérêt qu'il porte à la promotion de la jeunesse qu'il qualifie de plus grande force vive de la nation.

*** Par Amar Azouz.**

Je retiens également de Si Ali Benflis sa noblesse de pensée, sa morale politique et intellectuelle excluant toutes idées de vengeance ou de revanche pour accorder le primat au rassemblement de tous les patriotes sans exception, pour mieux accomplir les tâches d'édification.

Cela étant, j'exprime le vœu de voir tous les autres candidats de la mouvance démocratique, conscients de la nécessité d'un changement, mettre en veilleuse, ego et ambitions pour apporter leur soutien à Si Ali Benflis et ce, dès le premier tour. Ce rassemblement autour du mieux placé est indispensable si l'on veut éviter une fatale dispersion des forces qui favoriserait un quatrième hold-up de la fonction présidentielle. Il y va de la sauvegarde du caractère républicain de l'Etat, de la prospérité du pays, de l'avènement d'une vraie justice sociale, de la restauration d'un Islam des lumières, d'une gouvernance vertueuse et de l'élévation de l'Algérie au moins au rang des pays émergents.

Pour toutes ces raisons, je souhaite à Si Ali Benflis, une élection confortable à la magistrature suprême. Ça serait bon pour l'Algérie, pour les Algériens.

Et puis, ça consacrerait les mérites d'un patriote, issu d'une famille de chouhada et de moudjahidine, expert juridique avéré et ayant acquis une stature d'homme d'Etat à la faveur des hautes responsabilités qu'il a assumées comme chef de gouvernement, SG du FLN, ministre et avocat de renom.

A. A.

*** Auteur compositeur**

ancien membre du gouvernement